

Décembre 2007
[Critères activités CEJs 08 F]

DJS/G (2008) 1 F

Critères pour les activités ayant lieu aux Centres européens de la jeunesse

Révisés par le
Comité de programmation pour la jeunesse
lors de sa 18^e réunion (décembre 2007)

Critères et lignes directrices pour les activités ayant lieu aux Centres européens de la jeunesse de Strasbourg et Budapest

Les Centres européens de la jeunesse du Conseil de l'Europe, de Strasbourg et de Budapest, ont été créés pour promouvoir la participation des jeunes en Europe et soutenir – par des activités d'éducation et de formation – des réseaux et des projets associatifs désireux d'adhérer aux principes et aux priorités de l'Organisation dans le secteur de la jeunesse.

Outre leur propre programme d'éducation de formation, les Centres européens de la jeunesse mettent en œuvre un programme annuel de sessions d'études et autres activités, en coopération avec des organisations de jeunesse non gouvernementales et gouvernementales. L'organisation de sessions d'études, de colloques et d'autres activités du même type correspond aux principes de co-gestion et de partenariat avec les jeunes et leurs organisations, qui sont au cœur de la politique de jeunesse du Conseil de l'Europe.

Ces activités – dont les plus connues sont les sessions d'étude – sont fondées sur la coopération entre les organisations partenaires et la Direction de la jeunesse et du sport du Conseil de l'Europe. Le programme est élaboré à partir de demandes d'activités soumises deux fois par an, et sur lesquelles le Comité de programmation pour la jeunesse se prononce.

Ces activités sont financées, totalement ou partiellement, par le Conseil de l'Europe, selon des modalités qui peuvent être obtenues auprès du Secrétariat.

1. Organismes qui peuvent déposer une demande

- a. Les organisations de jeunesse européennes/internationales non gouvernementales ayant des partenaires ou des antennes dans au moins huit pays européens,
- b. les réseaux européens formels ou informels d'organisations de jeunesse et autres structures de jeunesse non gouvernementales réunissant des partenaires d'au moins huit pays européens,
- c. les réseaux sous-régionaux d'organisations de jeunesse, conseils nationaux de la jeunesse et autres structures de jeunesse réunissant au moins cinq pays voisins,

qui travaillent dans des domaines présentant un intérêt pour la politique de jeunesse du Conseil de l'Europe, et désirent apporter une contribution aux priorités et aux principes de l'Organisation dans ce secteur.

2. Activités susceptibles d'être retenues

- a. Les sessions d'étude,
- b. les colloques,
- c. les **projets spéciaux**.

3. Activités qui ne peuvent pas bénéficier d'un soutien

Il s'agit des activités qui :

- a. ont trait principalement au fonctionnement interne de l'organisation (réunions statutaires, assemblées générales, congrès, etc.),
- b. ont un caractère essentiellement compétitif ,
- c. s'inscrivent dans le cadre d'un programme scolaire ou universitaire,
- d. concernent exclusivement la formation professionnelle,
- e. sont à but lucratif.

4. Critères applicables à toutes les activités

Les activités doivent :

- a. être conformes aux principes énoncés dans les statuts du Conseil de l'Europe et du Centre européen de la jeunesse, et en particulier témoigner d'un attachement à une société européenne respectueuse des droits de l'homme et des libertés fondamentales, de la diversité culturelle, de la cohésion sociale et de la participation de la jeunesse ;
- b. chercher à développer des synergies, pour un effet multiplicateur aux niveaux local, régional, national et/ou européen ;
- c. avoir trait aux problèmes et aux préoccupations de la jeunesse et chercher à associer les jeunes en tant que ressource ;
- d. constituer une expérience en matière de participation et d'apprentissage interculturel planifié ;
- e. réunir des participants résidant dans au moins huit Etats membres du Conseil de l'Europe ;
- f. s'efforcer de respecter chez les participants une représentation géographique équitable entre toutes les parties contractantes de la Convention Culturelle Européenne ;
- g. respecter chez les participants une représentation équitable hommes/femmes, sauf dans les cas d'organisations de jeunesse non mixtes et d'activités organisées spécifiquement pour des groupes non mixtes (cette spécificité devra être expliquée et requise dans la demande d'activité) ;
- h. donner lieu à une collecte d'information et à une publication des résultats auprès d'un public plus large ;
- i. être préparées, menées et évaluées par une équipe internationale multiculturelle de planification, en coopération avec le personnel pédagogique du Centre ;
- j. faire bon usage des ressources du Centre européen de la jeunesse, du point de vue institutionnel et pédagogique.

5. Sessions d'étude

- a. Les sessions d'étude abordent des questions relatives aux sociétés européennes contemporaines du point de vue de la jeunesse, ou portent sur des sujets qui touchent les jeunes et leurs organisations dans tous les Etats membres du Conseil de l'Europe ;

- b. le thème est proposé et élaboré par l'organisation partenaire, et doit contribuer au développement des priorités de travail du Conseil de l'Europe dans le secteur de la jeunesse ;
- c. les sessions doivent avoir des buts et des objectifs qui peuvent être poursuivis et atteints en une activité ou session. Les demandes de sessions comprenant plusieurs étapes ou activités sur une ou plusieurs années, ne seront pas acceptées sauf si celles-ci font partie de projets spéciaux ;
- d. les sessions durent au moins quatre jours ouvrables et au plus huit jours ouvrables (possibilité de prolongation si elle est motivée dans la demande d'activité) ;
- e. les participants sont au moins vingt et au plus quarante, y compris l'équipe préparatoire (sauf pour les sessions d'étude doubles) ;
- f. les participants venant d'un même pays ne peuvent représenter plus de 20 % de l'effectif total ; un maximum de 15 % des participants peuvent venir de pays non-membres ;
- g. la majorité des participants doit avoir moins de trente ans (25 % maximum de plus de trente ans) ;
- h. les participants doivent pouvoir servir de multiplicateurs et contribuer au suivi de l'activité dans leur propre environnement ou organisation ; le recrutement incombe exclusivement aux organisations partenaires ;
- i. le programme et la méthodologie doivent être préparés et mis en œuvre par une équipe multiculturelle d'animateurs ou de formateurs constituée par l'organisation partenaire, et par un conseiller pédagogique mis à disposition par le Conseil de l'Europe ;
- j. l'équipe préparatoire – y compris le conseiller pédagogique du Conseil de l'Europe – doit se réunir au moins une fois, au plus tard six semaines avant le début de la session ;
- k. les sessions peuvent normalement avoir lieu dans deux langues de travail, avec interprétation simultanée (exceptions possibles si la demande est motivée, et acceptée par le Comité de programmation) ;
- l. l'organisation partenaire fournit un rapport écrit sur l'activité dans les six mois suivant la fin de la session.

Priorités

Le Comité de programmation donnera priorité aux sessions d'étude qui :

- peuvent apporter une contribution aux priorités de travail de la Direction de la jeunesse et du sport du Conseil de l'Europe, ou en bénéficier, et dont les thèmes, les approches ou les groupes cibles complètent ce programme d'activités ;
- promettent d'être novatrices sur le plan des méthodes, des approches, des groupes cibles ou des contenus intellectuels ;
- sont le fruit d'une collaboration entre deux ou plusieurs organisations ;
- sont susceptibles de tirer parti au mieux du soutien institutionnel et pédagogique offert par le Centre ;

- s'adressent à des groupes/jeunes qui ne pouvaient pas auparavant bénéficier des activités de la Direction de la jeunesse et du sport du Conseil de l'Europe, ou qui y participaient dans une moindre mesure.

Priorité *ne saurait être donnée* aux demandes soumises par des organisations qui n'ont pas fourni en temps voulu un rapport écrit à l'issue de leur dernière session d'étude.

Sessions d'étude doubles

Ces activités :

- concernent plusieurs organisations partenaires de la Direction de la jeunesse et du sport, et davantage de participants qu'une session simple ;
- ne peuvent être demandées que par au moins deux organisations;
- réunissent au moins quarante et au plus soixante-dix participants, y compris l'équipe préparatoire ;
- durent au maximum cinq jours ouvrables, sauf exception motivée ;
- peuvent bénéficier – si cela se justifie – de services d'interprétation dans trois langues de travail.

6. Colloques

Ces activités portent sur des thèmes et des questions présentant un intérêt pour les partenaires à la fois gouvernementaux et non gouvernementaux de la Direction de la jeunesse et du sport. Ils visent à générer des connaissances et à contribuer au développement de la politique de jeunesse du Conseil de l'Europe.

Les colloques sont choisis par le Comité de programmation et se déroulent sous sa supervision, en fonction des lignes directrices suivantes :

- les demandes d'activité peuvent être soumises par quatre partenaires (sauf décision du Conseil mixte pour la jeunesse dans le programme annuel d'activités) ;
- les participants sont recrutés dans l'éventail des partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux de la Direction de la jeunesse et du sport ;
- le secrétariat et l'administration des colloques sont assurés par le Secrétariat du Centre européen de la jeunesse ; le recrutement des participants est effectué par le Secrétariat, et la sélection doit avoir lieu en concertation avec l'équipe préparatoire ;
- les colloques sont organisés par une équipe préparatoire composée de représentants des organisations partenaires, du Secrétariat et, le cas échéant, de représentants des organes statutaires.

7. Projets spéciaux

Ces activités au caractère novateur ne rentrent pas dans le cadre des sessions d'étude ou des colloques.

Elles présentent des avantages pour l'organisation, le réseau ou la structure de jeunesse concernés et ont une application plus large dans le cadre du programme de la Direction de la jeunesse et du sport. Il est recommandé de consulter le Secrétariat du Centre européen de la jeunesse avant de déposer une demande.